

Ce mardi 16 juin a lieu une manifestation en soutien au personnel hospitalier et pour défendre l'hôpital public. Pour cause de CTSCR, nos élu·es ne pourront pas s'y joindre. Pourtant, dans ce « jour d'après » tant attendu défendre l'hôpital public et autres services publics pour une société écologique et social nous apparaît une priorité et une urgence.

En ce qui concerne le dialogue social à la DG, nous avons été fort surpris de recevoir lundi 8 juin l'invitation au CTSCR pour mardi 16 juin. Sauf erreur de notre part, nous n'avions pas décidé ensemble quelles réunions de dialogue social étaient maintenues ou annulées. À la demande de la CGT d'un report du CTSCR (pour cause de conflit entre réunions de dialogue social et pour permettre aux personnes vulnérables d'assister en présentiel), vous avez insisté pour maintenir cette réunion, car il était essentiel d'avoir un dialogue social. À notre proposition de faire ce dialogue social sous forme de groupe de travail et non de CTSCR (les groupes de travail sont moins longs, n'obligent pas à être en présentiel...) vous n'avez tout simplement pas répondu.

Ceci ne nous a guère surpris, car vous n'aviez répondu à aucun de nos mails sur le déconfinement depuis le 27 mai.

Sans information sur la phase 2 du déconfinement nous ne pouvons ni informer, ni protéger, ni représenter les agents. Seul·es les chef·fes ont eu quelques informations. Nous redemandons donc que les organisations syndicales soient en copie de la lettre des encadrants et de tout autres mails généraux à destinations des chef·fes. Est ce normal que les représentant·es du personnel soient moins bien informé·es que les chef·fes?

La seule information que nous avions était un chiffre de la direction assurant qu'au-delà de 30-40 % d'agents en présentiel vous ne pouviez garantir l'application des distanciations physiques. Le document que vous nous avez envoyé lundi parle d'un retour en présentiel de 40-50 % des agents. Sur quel chiffre devons nous nous appuyer ?

Au dernier groupe de travail, vous n'aviez pu nous fournir que peu d'information sur la phase 2 du déconfinement, puisque vous attendiez l'allocation du Premier Ministre et les décisions que prendrait ensuite la direction de l'Insee. Serait-ce la même aujourd'hui ? Le document envoyé lundi 8 n'est-il pas déjà désuet suite aux décisions annoncées par le gouvernement dimanche dernier ?

La différence entre un GT et un CTSCR est notamment, qu'en CTSCR les organisations syndicales présentent des vœux à la direction, c'est-à-dire des questions ou des revendications. Nous rappelons que nous n'avons toujours pas reçu de réponses concrètes à certaines de nos questions, certaines datant du CTSCR d'octobre 2017, avant l'emménagement au White. Quand aurons nous les réponses ?

Lors de ce CTSCR nous devons voter la charte de mobilité des agents B&C. Rappelons que l'interprétation que l'Insee a fait des Lignes Directrices de Gestion prive désormais les représentant·es du personnel des informations utiles pour suivre les agents lors des campagnes de mobilité et pour vérifier que les principes sont bien appliqués. Les LDG et leur interprétation par l'Insee sont une régression pour les agents (incitation accru à la mobilité, perte d'information pour que les organisations syndicales défendent les agents...). Si nous ne récusons pas tous les principes de la charte, nous ne pourrons pas vérifier leur application. Nous voterons donc contre cette charte reposant sur les LDG et leur interprétation par l'Insee.

Vos temps de réponses à nos derniers mails (presque 2 semaines) demandant des informations sur des agents que nous suivons, n'aident pas non plus. Nous continuerons à défendre les agents, mais nous savons que cela sera de plus en plus difficile dans ce contexte de transparence opaque.

Les élu·es de Sud DG,  
Montrouge le 16 juin 2020